

DIPLOMATIE FOSSILE FRANÇAISE

En finir avec l'hypocrisie climatique

NOTE DE POSITION

réseau action climat france

Sommaire

Sommaire 1

I. TotalEnergies : portrait d'une entreprise climaticide 3

1. TotalEnergies : une stratégie qui menace l'objectif de 1,5 °C 3
2. TotalEnergies : une stratégie encore largement fondée sur les hydrocarbures 4
3. Du développement de l'offre à la sécurisation de la demande : la stratégie GNL de TotalEnergies 5
4. La construction de l'image de championne du climat de la France 6

II. Mozambique : quand diplomatie climatique et développement gazier se déploient dans le même espace 8

1. Le Mozambique face à la crise climatique et à l'expansion gazière 8
2. La diplomatie gazière française dans le canal du Mozambique 10
3. Un soutien financier français au projet gazier qui n'a pas totalement disparu 12
4. L'ambassade comme acteur d'une relation économique 13
5. Un récit environnemental de TotalEnergies : un possible greenwashing au Mozambique ? 13
6. La présence française au Mozambique : les ambiguïtés d'une diplomatie entre GNL et transition énergétique 15

III. Papouasie-Nouvelle-Guinée : quand diplomatie climatique et développement gazier se déploient dans le même espace 16

1. La Papouasie-Nouvelle-Guinée face à l'urgence climatique et à l'expansion gazière 16
2. Un rapprochement diplomatique important depuis 2023 18
3. L'ambassade comme acteur de la construction du double récit 20
4. TotalEnergies construit une présence sociale, culturelle autour de Papua LNG 21

IV. Namibie : quand sécurisation des ressources stratégiques, transition énergétique et expansion pétrolière se croisent 23

1. La Namibie face à une transformation de son modèle énergétique et extractif 23
2. L'ambassade de France comme acteur de l'accompagnement de l'industrie pétrolière 25
3. La présence française en Namibie : les ambiguïtés d'une diplomatie entre pétrole et transition énergétique 26
4. TotalEnergies : une stratégie soi disant « multi-énergies » dans un pays particulièrement vulnérable aux changements climatiques 27

IV. TotalEnergies et taxation : la protection de l'entreprise par l'appareil économique et diplomatique français 28

1. La France, contre la taxation des superprofits de l'industrie pétro-gazière ? 28
2. Taxer TotalEnergies est-il réellement impossible ? 29
3. Une question de ressources publiques et de principe pollueur-payeur 31

Publication : 9 novembre 2026
Coordination et rédaction : Gaia Febvre, Responsable des politiques internationales, Réseau Action Climat.

Remerciements aux contributrices et contributeurs
Toutes ces personnes s'engagent pour transformer l'Accord de Paris en une réalité concrète, et je me considère très privilégiée de pouvoir travailler à leurs côtés. Elles ont toutes participé à la rédaction de ce rapport.

- Alix Mazounie, Co-coordinatrice des programmes, RAC ;
- Antoine Bouhey, Campaign coordinator, Defund TotaEnergies ;
- Hugo Viel, Campaign Strategist, Oil Change International ;
- Laurette Philippot, Chargée de Campagnes Banques, Les Amis de la terre ;
- Lorelei Limousin, Chargée de campagne climat et énergies fossiles, Greenpeace France ;
- Ryad Selmani, Chargé de plaidoyer justice fiscale, CCFD-Terre Solidaire ;
- Selma Huart, Chargée de plaidoyer inégalités climatiques, OXFAM France
- Simon Bignonneau, Chargée de communication digitale, Réseau Action Climat.

Graphisme : Réseau Action Climat, Datagora

I. TotalEnergies : portrait d'une entreprise climaticide

Malgré les recommandations des scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), TotalEnergies continue de développer de nouveaux projets pétroliers et gaziers partout dans le monde et ce avec le soutien de la diplomatie française. Pourtant tous ces projets menacent nos chances de limiter le réchauffement à +1.5°C, détruisent des écosystèmes et impactent des communautés locales en première ligne. Il s'agit d'**une stratégie d'expansion pétro-gazière à l'opposé du scénario Net Zero Emissions (NZE) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE),** qui vise à limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C. Dans ce scénario, aucun nouveau champ pétrolier et gazier n'est compatible avec le seuil d'1,5°C, hormis ceux approuvés avant fin 2021[1].

1. TotalEnergies : une stratégie qui menace l'objectif de 1,5 °C

Le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur le dépassement du seuil de 1,5 °C[2], et sans appel. Selon le rapport, le dépassement de 1,5 °C est désormais largement considéré comme inévitable. **Dans le scénario le plus favorable, le réchauffement atteindrait un pic de 1,8 °C** avant de pouvoir redescendre. Plus le pic de réchauffement sera élevé et plus le dépassement durera, plus les risques pour les populations et les écosystèmes seront importants. **1,5 °C n'est pas qu'un chiffre.** C'est le socle de la politique climatique internationale et un repère juridique. Le récent avis consultatif de la Cour internationale de Justice[3] le confirme : 1,5 °C demeure le principal objectif de température convenu par les Parties à l'Accord de Paris, et les obligations des États doivent être mises en œuvre avec diligence, à la lumière des meilleures connaissances scientifiques disponibles.

Le dépassement ne modifie donc ni le cadre politique ni le cadre juridique. Il appelle, en revanche, à des changements profonds dans l'action climatique et dans les choix qui détermineront l'ampleur et la durée de ce dépassement. Présentement, **le non-respect de l'Accord de Paris, ne relève pas d'une responsabilité collective abstraite et diffuse. Il résulte de choix politiques et économiques portés par des acteurs clairement identifiables**, qui vont jusqu'à faire obstruction de manière délibérée ou à recourir à des pratiques de greenwashing[4]. D'ailleurs, le 23 octobre 2025, le tribunal judiciaire de Paris a rendu une décision historique, première mondiale en condamnant TotalEnergies pour pratiques commerciales trompeuses en raison de ses allégations mensongères

[1] IEA, Net Zero by 2050: A Roadmap for the Energy Sector, May 2021, p. 21 et p. 100 Net Zero by 2050 - IEA ; IEA, World Energy Outlook 2022, October 2022, https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2022 p. 13

[2] PNUE, Limiting Overshoot - Navigating exceedance of 1.5°C and pathways towards return | UNEP - UN Environment Programme, Septembre 2026

[3] Cour International de la Justice, avis consultatif sur les OBLIGATIONS DES ÉTATS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE, 23 juillet 2025.

[4] ONU, https://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/greenwashing : "le greenwashing, aussi nommé écoblanchiment ou verdissage, est un procédé de marketing ou de relations publiques utilisé par une organisation dans le but de se donner une image de responsabilité écologique trompeuse".

portant sur son "ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050" et "d'être un acteur majeur de la transition énergétique"[5].

2. TotalEnergies : une stratégie encore largement fondée sur les hydrocarbures

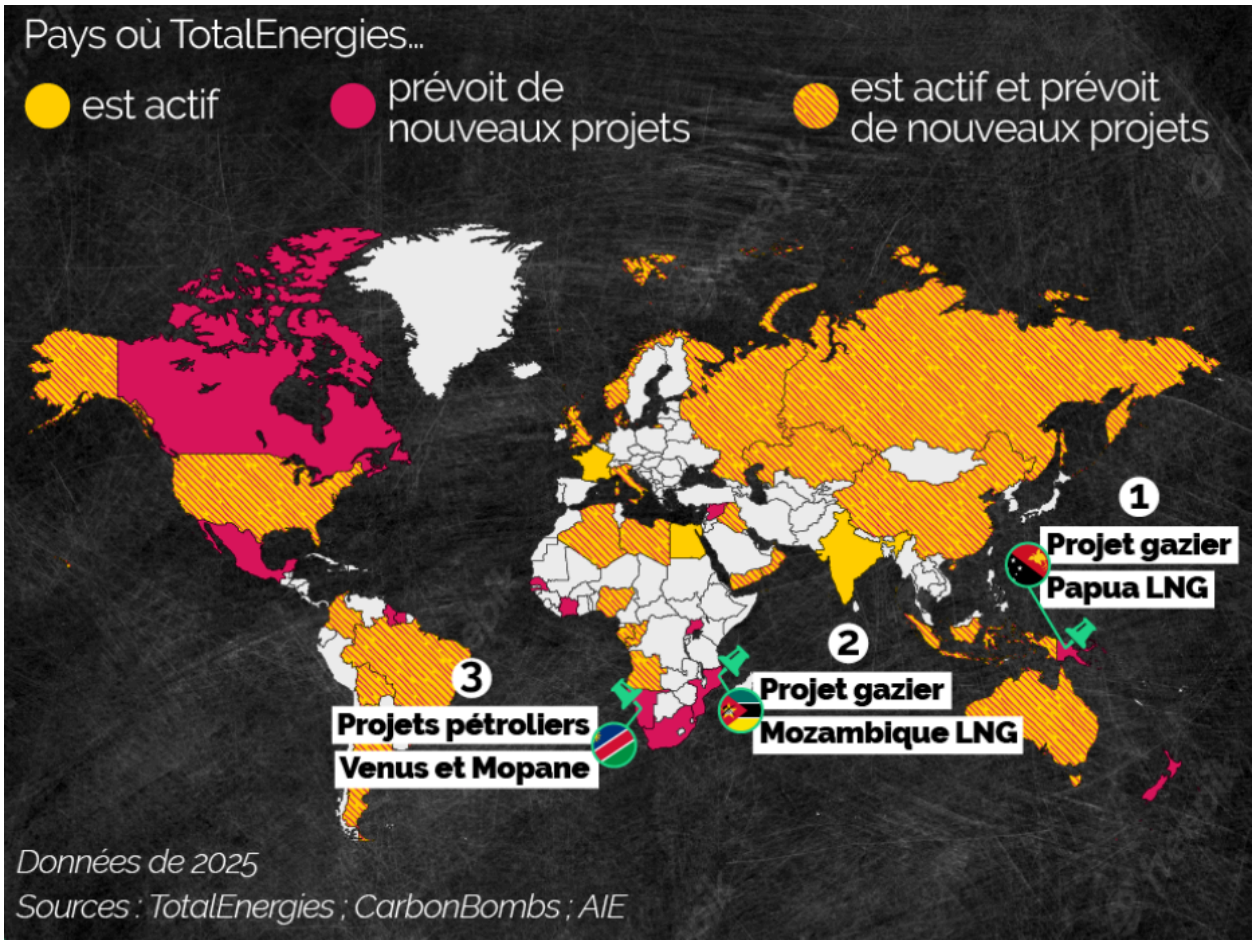
D'après Carbon Majors, **TotalEnergies fait partie des 32 entreprises responsables de 50 % des émissions fossiles de CO_2 dans le monde**[6]. La multinationale est engagée dans une logique d'expansion fossile qui mène la planète au chaos climatique. Cette stratégie ne repose pas uniquement sur l'exploitation des actifs existants : TotalEnergies continue également d'investir dans de nouveaux projets pétroliers et gaziers. Parmi les projets à long terme, on compte plus de **80 licences d'exploration acquises après l'adoption de l'Accord de Paris en 2015**[7]. Pour 11 de ces projets, TotalEnergies a même été impliquée dans l'acquisition de nouvelles licences d'exploration fossile après 2021, soit après que l'AIE a publiquement souligné l'incompatibilité du développement de nouveaux champs pétroliers ou gaziers[8] avec un scénario 1.5°C. Ces acquisitions de licences, qui pourraient déboucher sur des projets concrets, montrent que l'entreprise continue de miser sur l'exploitation du pétrole et du gaz bien au-delà des limites permettant de maintenir le réchauffement planétaire à 1,5°C.

Cette stratégie se reflète également dans la production et les investissements de l'entreprise. D'après les calculs de Greenpeace en 2024, **97 % de l'énergie globale produite par l'entreprise est issue des énergies fossiles**, et au moins 82 % de ses investissements sont restés fléchés vers ses activités pétro-gazières, **confirmant un modèle durablement ancré dans l'exploitation des énergies fossiles**[9]. Greenpeace avait déjà estimé les investissements fossiles à plus de 70 % en 2023, puis à plus de trois quarts en 2024[10], avant d'arriver à au moins 82 % en 2025. Ces chiffres doivent toutefois être distingués des annonces d'investissement de l'entreprise pour les années à venir : TotalEnergies prévoit, pour 2026-2030, de consacrer environ 35 % de ses investissements nets à de nouveaux projets pétroliers et gaziers[11]. Ces investissements selon TotalEnergies

[5] Notre affaire à tous, Total Condamnée pour greenwashing : un précédent juridique majeur contre la désinformation climatique des majors pétrolières, 2025
[6] Carbons Major, Carbon Majors: 2024 Data Update janvier 2026, InfluenceMap Carbon Majors: 2024 Data Update
[7] Greenpeace France, rapport publié en octobre 2023, repris notamment par The Guardian le 31 octobre 2023. France is Europe's biggest supporter of 'carbon bomb' projects, data shows | Fossil fuels | The Guardian
[8] IEA, Net Zero by 2050: A Roadmap for the Energy Sector, May 2021, p. 21 et page 100 Net Zero by 2050 - IEA ; IEA, World Energy Outlook 2022, October 2022, World Energy Outlook 2022 - IEA , p. 13
[9] Greenpeace, février 2026, Ces calculs sont basés sur les données fournies dans le communiqué publié mercredi 11 février 2026 par TotalEnergies. Notamment pages 6 et 9 pour la part fossile dans l'énergie globale.
[10] Greenpeace France, Résultat financiers de TotalEnergie : nouveaux records pour un business model cramponné à l'extration fossile, février 2024,
[11] TotalEnergie, 2025 Strategy and Otlook Presentation, **TotalEnergies plans for +3% per year oil and gas growth** between 2024 and 2030 thanks to the start-up of accretive projects from its rich portfolio, 95% of 2030 production being either already running or under development. In 2025 and 2026, this growth will exceed 3% per year, benefiting from the start-up of several high-margin oil projects (Offshore US, Brazil, Iraq, Uganda) and major LNG and gas projects (NFE in Qatar, Jerun in Malaysia). 2025 Strategy and Outlook Presentation | Newsroom TotalEnergies

devraient être en particulier alloués à renforcer sa capacité de production de GNL.

Les projets de TotalEnergies peuvent être distingués selon leur degré de développement : **projets en production ; projets d'expansion à court terme**, dont la production pourrait débuter dans les prochaines années et **projets d'expansion à long terme**, qui sont encore à un stade peu avancé de développement. TotalEnergies peut intervenir comme **opérateur**, responsable du développement de l'exploitation et de la production du projet ou encore de **partenaire** qui participe au développement d'un projet et en perçoit les bénéfices[12].



Source : Datagora 2026 (à partir des données de TotalEnergies, Carbon Bombs, AIE)

3. Du développement de l'offre à la sécurisation de la demande : la stratégie GNL de TotalEnergies

En tant qu'acteur majeur de la production et de la distribution d'hydrocarbures, l'entreprise ne se contente pas de répondre à une demande énergétique préexistante : ses investissements et ses

[12] Defund TotalEnergie, Les Bombes Climatiques de TotalEnergie, Les bombes climatiques de TotalEnergies

infrastructures contribuent aussi à **structurer l'offre et les débouchés des énergies fossiles**. D'ailleurs, présenter l'expansion de l'offre fossile comme une simple réponse mécanique à la demande relève de l'un des douze « discours retardant l'action climatique » identifiés dans la littérature scientifique[13], est fallacieux à plusieurs égards[14]. Cette approche tend à confondre **demande énergétique, besoins essentiels et demande de combustibles fossiles**, alors que les besoins peuvent être satisfaits par différentes sources et infrastructures énergétiques.

En effet, les ménages ne demandent pas directement du pétrole ou du gaz : ils demandent des services, comme se déplacer ou se chauffer. Le choix des infrastructures, des modes de transport et des sources d'énergie détermine ensuite la manière dont ces besoins sont satisfaits. La question n'est donc pas uniquement de savoir si une demande de pétrole et de gaz existe, mais **dans quelle mesure cette demande est elle-même structurée par les choix d'investissement, les infrastructures et les politiques énergétiques**. Cette distinction entre demande et besoins permet ainsi de questionner l'argument selon lequel l'expansion de l'offre fossile serait simplement la conséquence mécanique d'une demande préexistante.

Le GNL constitue un exemple particulièrement éclairant. Car, TotalEnergies cherche non seulement à accroître son portefeuille de GNL, mais également à sécuriser les débouchés nécessaires à son développement. **TotalEnergies est déjà le troisième plus grand acteur mondial du gaz naturel liquéfié, représentant 10% du commerce mondia**l[15], et ambitionne d'accroître ses ventes d'au moins 50% d'ici 2030[16]. **L'entreprise devrait également augmenter sa production de gaz naturel liquéfié de 110% par rapport aux niveaux de 2025 d'ici 2040**[17]. D'ailleurs, la France constitue un rouage de la chaîne de valeur du GNL de TotalEnergies : les infrastructures de regazéification françaises permettent au groupe d'acheminer son GNL vers le marché européen et de sécuriser des débouchés pour sa production et ses achats à long terme.

Ainsi, lorsque la France soutient TotalEnergies via des leviers diplomatiques, elle ne soutient pas seulement une entreprise qui "répond à la demande" ou qui est "acteur de la transition" ; elle contribue à l'expansion d'un modèle économique et d'infrastructures fossiles dont l'entreprise cherche à sécuriser les débouchés.

4. La construction de l'image de championne du climat de la France

Pourtant, le gouvernement et le Président de la République se sont attachés à se construire une image de "champions du climat", au travers du discours volontariste de la diplomatie climatique

[13] Lamb WF, Mattioli G, Levi S, et al. Discourses of climate delay. *Global Sustainability*. 2020;3:e17. doi:10.1017/sus.2020.13
[14] Le Monde, Tribune, « Nous, scientifiques et experts, appelons les actionnaires de TotalEnergies à voter contre la stratégie climat de la firme », 2023.
[15] TotalEnergies, Universal Registration Document 2025 including the Annual Financial Report, 27 mars 2026, 13, 94.
[16] TotalEnergies, Universal Registration Document 2025, 27 mars 2026, 94. Ceci exclut les ventes de GNL par Total du projet Yamal après 2027
[17] Rystad Energy, UCube, août 2026

française, illustrée par son adhésion à des initiatives telles que Beyond Oil and Gas Alliance (BOGA)[18] et Clean Energy Transition Partnership (CETP)[19], ou encore via les engagements pris lors des discours de l'ancienne ministre de la Transition Énergétique Agnès Pannier-Runacher ou encore de l'ancien Ambassadeur climat, Stéphane Crouzat lors de la COP28, en faveur de l'abandon des énergies fossiles (phase out). Ou encore plus récemment lors de l'annonce de la publication de la feuille de route de sortie des énergies fossiles de la France[20] (sans un mot sur TotalEnergies), par l'Ambassadeur climat actuel, lors du premier sommet sur la sortie des énergies fossiles à Santa Marta en avril dernier.

Toutefois, ces discours entrent en contradiction manifeste avec la diplomatie économique qui continue de favoriser les activités de TotalEnergies à l'étranger, notamment dans le secteur des énergies fossiles. Bien souvent **la France, justifie son soutien protéiforme par le fait que TotalEnergies doit "jouer un rôle clé dans la transition". Pourtant, l'entreprise n'a pas de stratégie cohérente de sortie des énergies fossiles et mise même sur l'augmentation de la production d'hydrocarbures**.

Ainsi, lorsque la France accompagne TotalEnergies à l'étranger, elle sabre sa diplomatie climatique d'une part et contribue, selon les cas, au développement de nouveaux actifs, d'infrastructures et de marchés fossiles dont l'entreprise cherche à sécuriser les débouchés. Les trois études de cas suivantes permettent d'examiner concrètement ces mécanismes en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Mozambique et en Namibie. Enfin, la relation entre l'État français et TotalEnergies ne se joue pas uniquement à l'étranger. Elle se reflète également dans les choix de politique économique et fiscale concernant le secteur des hydrocarbures.

[18] Beyond Oil and Gas Alliance
[19] Clean Energy Transition Partnership
[20] MTE, La feuille de route de la France pour une sortie progressive des énergies fossiles, avril, 2026,

II. Mozambique : quand diplomatie climatique et développement gazier se déploient dans le même espace

Le Mozambique constitue un cas particulièrement éclairant pour analyser les différentes formes de la diplomatie fossile française. Depuis plusieurs années, le renforcement de la relation bilatérale s'est traduit à la fois par un approfondissement de la coopération française dans les domaines du climat, de la biodiversité, de l'énergie et du développement, ainsi que par une présence au premier rang de TotalEnergies, opérateur de Mozambique LNG, l'un des principaux projets gaziers développés dans le nord du pays.

Par ailleurs, les deux banques Société Générale et Crédit Agricole, ont participé en 2020 au financement de Mozambique LNG et demeurent impliquées dans le projet, malgré les multiples scandales de violations des droits humains et le retrait du soutien financier des Agences de Crédit à l'Exportation du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Si, sous pression, les deux banques françaises se sont depuis engagées à ne plus financer directement de tels nouveaux projets de GNL, elles n'ont pas renoncé à alimenter massivement cette industrie[21]. Enfin, au Mozambique, la présence française dans le secteur gazier passe également par les activités de Technip Énergies, qui intervient sur plusieurs grands projets de GNL dans le bassin de Rovuma , Coral South et Coral North, au titre de contrats d'ingénierie et de construction, ainsi que Rovuma LNG, pour lequel l'entreprise a remporté un contrat d'ingénierie préliminaire d'un montant d'un milliard d'euros[22].

1. Le Mozambique face à la crise climatique et à l'expansion gazière

Le Mozambique est particulièrement vulnérable aux conséquences du changement climatique. Sa situation géographique l'expose notamment aux cyclones tropicaux, aux inondations et aux sécheresses[23]. Par ailleurs, le Mozambique possède une biodiversité très riche elle aussi en danger. Le pays compte plus de 6 300 espèces végétales indigènes ou naturalisées et possède de nombreux écosystèmes côtiers. En effet, son littoral s'étend sur environ 2 770 km et les mangroves représentent environ 1 % des forêts du pays, tandis que les récifs coralliens constituent un habitat marin important[24].

Le Mozambique dispose parallèlement d'un potentiel important en matière d'énergies renouvelables. L'hydroélectricité représente déjà l'essentiel de la production électrique du pays (83%)[25], tandis que le potentiel solaire et éolien est encore largement sous-exploité. La stratégie de

[21] Amis de la Terre et CCFD Terre Solidaire, Relance de Mozambique LNG: Derrière ce projet ultra-stratégique pour Total, un désastre humain et écologique assuré, dossier de presse, mai 2026

[22] Technip Energies remporte un contrat majeur pour le projet de gaz naturel liquéfié flottant Coral Norte au Mozambique ; Technip Energies and JGC Corporation awarded FEED contract by ExxonMobil for the Rovuma LNG project in Mozambique ; Modularization

[23] Banque Mondiale, Climate risk country profile, 2025

[24] BioFund Mozambique, Our Biodiversity |

[25] Executive summary - Mozambique 2024 - IEA "Mozambique's total electricity generation is predominantly based on hydropower (83%), with the Cahora Bassa Hydroelectric (CBH) as the largest generation asset. However, over two-thirds

transition énergétique adoptée par le gouvernement en 2023 prévoit notamment le développement de nouvelles capacités renouvelables et l'amélioration de l'accès à l'énergie. En 2025, le pays a également renforcé ses objectifs d'électrification dans le cadre du programme Mission 300, avec l'objectif de parvenir à un accès universel à l'électricité d'ici 2030. Le pays a presque doublé son taux d'accès à l'électricité, passant de 31 % en 2018 à 60 % à la fin de 2024.

Par ailleurs, le Mozambique possède certaines des ressources gazières les plus importantes d'Afrique, estimée à estimées à environ 5 100 milliards de m^3, dont 3 766 milliards de m^3 (serait techniquement récupérable)[26]. Les principales découvertes se situent notamment dans le bassin de Rovuma, au large de la province de Cabo Delgado. Plusieurs projets de gaz naturel liquéfié y sont développés : Coral North, sous l'opérateur Eni, a fait l'objet d'une décision finale d'investissement en octobre 2025 et est désormais en phase de construction, avec une mise en production prévue en 2028[27] ; Coral South, opéré par Eni, est entré en production en 2022 ; Mozambique LNG est opéré par TotalEnergies encore en phase de développement : après une suspension depuis 2021, ses activités ont repris en janvier 2026 et le début de la production de GNL est actuellement prévu pour 2029[28] ; et Rovuma LNG est dirigé par ExxonMobil[29], le projet est toujours en développement. Les partenaires du projet souhaitent annoncer la décision finale d'investissement (FID), en 2026[30].

Dans le cadre de ces projets, la question ne porte pas uniquement sur les émissions générées directement par l'extraction et la liquéfaction, mais également sur les émissions associées à l'utilisation finale du gaz. En effet, l'exploitation des réserves gazières du bassin de Rovuma pourrait être responsable de l'émission de près de **10 gigatonnes de gaz à effet de serre, soit 17 % du budget carbone mondial restant pour limiter le réchauffement global à 1,5 °C**[31].

Le projet **Mozambique LNG**, opéré par TotalEnergies EP Mozambique Area 1, constitue ainsi l'un des projets industriels les plus importants du pays. Il prévoit le développement des champs de Golfinho et Atum dans l'Area 1 offshore ainsi que la construction de deux trains de liquéfaction d'une capacité totale de **13,1 millions de tonnes de GNL par an**[32]. TotalEnergies détient une participation de 26,5 % dans le projet et en assure l'opération[33]. Le projet est destiné à produire et exporter du gaz naturel liquéfié pendant plusieurs décennies. Le projet Mozambique LNG, prévoit **jusqu'à 55 puits dans le fond marin, à plus de 2 km de profondeur**. Mozambique LNG et Rovuma LNG s'inscrive en outre dans à un méga projet industriel et d'aménagement urbains de 18 000 hectares

of CBH's output are exported to South Africa under a long-term contract due to end in 2030. Natural gas makes up 15% of electricity generation, partly provided by domestic gas production from the Pande and Temane projects".

[26] Instituto Nacional de Petroleo, données annuelles sur les ressources et réserves, base de donnée consultée en 2026.

[27] ENI Eni announces the Hull Launch of the Coral North FLNG, communiqué de presse, 2026

[28] Mozambique LNG annonce la reprise complète de l'ensemble des activités du projet ; Cette relance est ultra-stratégique pour Total, d'autant plus dans le contexte géopolitique de guerre au Moyen-Orient où la mainmise des majors sur de telles ressources gazières s'avère déterminante pour garantir leur place sur le marché du GNL et multiplier leurs profits. Mozambique LNG représente la grosse part du gâteau que la major française s'est taillée dans les 9e plus grandes réserves de gaz du monde.

[29] ExxonMobil in Mozambique selects EPC contractor for Rovuma LNG project

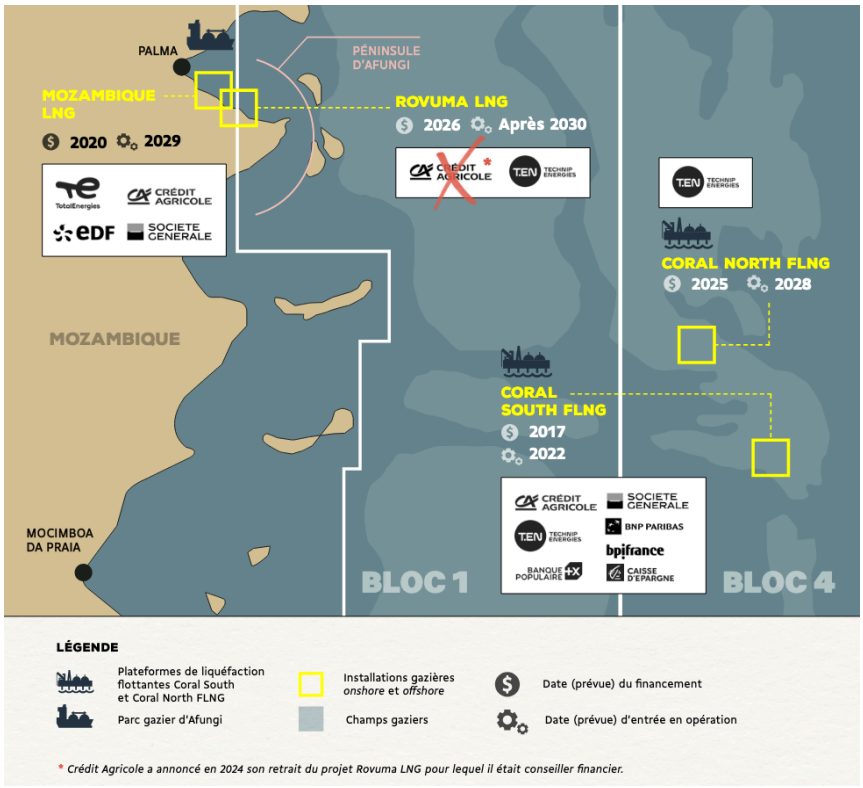
[30] ExxonMobil in Mozambique selects EPC contractor for Rovuma LNG project

[31] Amis de la Terre, Gaz au Mozambique : alerte sur les risques environnementaux, communiqué de presse, juillet 2025

[32] TotalEnergies, TotalEnergies rend public le rapport de JC. Rufin sur les droits humains dans le Cabo Delgado ainsi que le plan d'actions décidé par les partenaires du projet Mozambique LNG, mai 2023

[33] TotalEnergies. (2025). *Document d'enregistrement universel 2024.* Paris : TotalEnergies

sur la côte du Mozambique, qui occuperaient un site de près de deux fois la taille de Paris[34]. Ces activités d'extraction, de transformation et d'exportation gazières de grande ampleur sont prévues au sein de l'une des plus importantes et fragiles zones de biodiversité de l'océan Indien et du continent africain[35]. Ainsi, **l'environnement du Mozambique est directement menacé à la fois par les impacts de la crise climatique et par les efforts de l'industrie des énergies fossiles** visant à développer une importante industrie d'exportation de gaz.



Source : Les Amis de la Terre et CCFD Terre Solidaire, 2026[36]

2. La diplomatie gazière française dans le canal du Mozambique

La France et le Mozambique entretiennent une relation structurée autour de plusieurs domaines : voisinage dans l'océan Indien, défense et sécurité, énergie, culture, francophonie, coopération humanitaire et développement. La proximité géographique avec La Réunion et Mayotte constitue notamment un élément important de cette relation.

[34] Gouvernement du Mozambique, Investment Opportunities – INP
[35] Amis de la Terre, Gaz au Mozambique : alerte sur les risques environnementaux, communiqué de presse, juillet 2025
[36] Amis de la Terre et CCFD Terre Solidaire, Relance de Mozambique LNG: Derrière ce projet ultra-stratégique pour Total, un désastre humain et écologique assuré, dossier de presse, mai 2026

Comme en témoigne la visite d'Emmanuel Macron à Mayotte, le 21 avril 2025, c'est-à -dire quatre mois après le passage du cyclone Chido qui a dévasté le territoire de Mayotte. Cette visite était naturellement consacrée en partie à la reconstruction de l'île. Toutefois, le président français a présenté le développement du canal du Mozambique et ses importantes perspectives en matière d'hydrocarbures comme une opportunité pour Mayotte[37]. Il a ainsi affirmé vouloir faire de l'île un "hub" logistique, médical et économique régional, en travaillant notamment avec de grands groupes comme TotalEnergies. Cette ambition s'inscrit dans une stratégie française plus large de renforcement de l'intégration de Mayotte dans la région. Alors que pour limiter les effets du changement climatique notamment dans la zone, il est impératif de stopper l'exploration et l'exploitation des énergies fossiles.

De plus cette déclaration intervient dans un contexte controversé, TotalEnergies est visée par une information judiciaire[38] pour homicide involontaire en lien avec ses activités gazières au Mozambique, et de graves allégations de complicité crimes contre les civils[39] entourent sont projet Mozambique LNG. Politico[40] et Le Monde[41] ont révélé un massacre présumé de civils, qui aurait été commis sur le site gazier de Total entre juillet et septembre 2021, par des forces de sécurité publique payées par Total et affirmant être en charge de la protection de son site gazier. Cela a conduit à une plainte au pénal en France contre TotalEnergie[42]. La major est accusée d'avoir directement financé et soutenu matériellement la *Joint Task Force* (JTF), composée de forces armées mozambicaines, alors que celle-ci aurait détenu, torturé et tué des dizaines de civils sur son site gazier au Mozambique entre juillet et septembre 2021. La plainte a été déposée auprès du Parquet national anti-terroriste (PNAT), également compétent pour les crimes internationaux. Enfin, une enquête publiée en juin 2026 par Forbidden Stories, fondée notamment sur un rapport inédit des Nations unies et des témoignages recueillis auprès de plus d'une centaine de personnes, révèle des accusations de violences sexuelles commises par des soldats mozambicains membre de la Joint Task Force à l'encontre de femmes et de filles déplacées, ainsi que des faits de coercition sexuelle impliquant des employés associés au projet Mozambique LNG de TotalEnergies[43].

Le ministère français des Affaires étrangères indique quant à lui que les projets gaziers de TotalEnergies au nord du Mozambique ont contribué à repositionner la France parmi les principaux investisseurs du pays. Il mentionne également les activités françaises dans les secteurs du gaz, de

[37] Élysee, Déplacement à Mayotte. | Élysée, communiqué, 2025.
[38] Amis de la Terre, Mozambique LNG : Total visée par une information judiciaire pour homicide involontaire, communiqué, 14 mars 2025.
[39] Amis de la Terre, Des ONG demandent l'ouverture d'une enquête officielle suite aux informations sur une série d'atrocités commises par les forces de sécurité mozambicaines sur les lieux du projet Mozambique LNG de TotalEnergies, communiqué, septembre 2024.
[40] "Tous doivent être décapités" : Révélations sur les atrocités commises dans le bastion africain de TotalEnergies – POLITICO, septembre 2024
[41] Le Monde, Comment des soldats payés par TotalEnergies ont séquestré des civils au Mozambique, janvier 2025
[42] Amis de la Terre, TotalEnergies visée par une plainte pénale pour complicité de crimes de guerre, torture et disparitions forcées au Mozambique, communiqué, novembre 2025
[43] Rapport inédit de l'ONU : des employés du projet gazier mené par TotalEnergies accusés d'exploitation sexuelle, l'armée mozambicaine de violences sexuelles - Forbidden Stories, juillet 2026

l'électricité et des infrastructures[44]. Un rapport de l'Assemblée nationale est encore plus explicite : il évoque l'objectif de faire de **Mayotte une "base arrière du projet gazier du canal du Mozambique"**, porté par TotalEnergies et d'autres entreprises du secteur[45].

3. Un soutien financier français au projet gazier qui n'a pas totalement disparu

Depuis 2023, la France exclut les financements publics à l'exportation destinés aux projets de la chaîne de valeur des énergies fossiles. Le financement de Mozambique LNG repose ainsi principalement sur des agences de crédit à l'exportation étrangères, notamment l'US EXIM, qui a approuvé en mars 2025 un prêt pouvant atteindre 4,7 milliards de dollars, ainsi que sur d'autres agences étrangères ayant participé au financement initial du projet. Dans une note[46], le Trésor estime que c'est une étape importante pour la réalisation du projet. **Pour autant, l'absence de financement public français direct ne signifie pas l'absence de soutien économique français au projet**. Le Trésor souligne également l'existence d'un contrat d'achat de 1,2 million de tonnes de GNL par an pendant quinze ans entre EDF et le consortium emmené par TotalEnergies. La Direction générale du Trésor présente par ailleurs Mozambique LNG comme l'un des investissements français majeurs au Mozambique.

L'implication française apparaît également dans **les démarches diplomatiques ayant accompagné le montage financier du projet**. Un rapport publié en 2024 par les ONG néerlandaises Both ENDS et Milieudefensie, indique qu'une réunion réunissant TotalEnergies, l'ambassade de France et des représentants des administrations néerlandaises, le 28 mai 2020, a contribué à faire évoluer la position du ministère néerlandais des Finances en faveur de l'octroi de garanties à l'exportation. Les auteurs soulignent notamment le rôle des assurances apportées par TotalEnergies et l'ambassade française concernant la situation sécuritaire dans la région[47]. Depuis, cette implication contraste avec les évolutions intervenues à la fin de 2025[48]. Le Royaume-Uni a annoncé le retrait de son agence publique UK Export Finance, estimant que les risques liés au projet avaient augmenté depuis son engagement initial de 2020. Aux Pays-Bas, un rapport indépendant[49] commandé par le gouvernement et rendu public en novembre 2025 a confirmé la crédibilité des accusations de graves violations des droits humains commises par les forces mozambicaines dans la région, notamment à proximité du site gazier. TotalEnergies a finalement renoncé, le 24

[44] France diplomatie Mozambique - Politique et économie | France Diplomatie
[45] Assemblée Nationale, Rapport de la Commission Mixte Paritaire relative au projet de loi pour la refondation de Mayotte. 2024-2025.
[46]France, DG Trésor, Brève de l'économie australe, mars 2025
[47] Milieudefensie, BothEnds, How the security threat in Cabo Delgado was ignored for the benefit of 'The Netherlands Ltd, juin 2024.
[48] Le Monde, Le mégaprojet gazier de TotalEnergies au Mozambique perd le soutien du Royaume-Uni et des Pays-Bas, décembre 2025.
[49] Centre des Relations Internationales des Pays Bas, Human rights violations by Mozambican security forces in Cabo Delgado in the context of the Mozambique LNG project, Novembre 2025

novembre, à la part de financement couverte par l'assurance-crédit néerlandaise, avant que le gouvernement néerlandais n'achève sa propre procédure de réévaluation

4. L'ambassade comme acteur d'une relation économique

L'ambassade et le réseau économique français participent également à la mise en relation des entreprises françaises avec les acteurs mozambicains du secteur énergétique. En novembre 2025, l'Ambassade de France au Mozambique a accueilli une mission de 17 entreprises françaises du secteur de l'énergie organisée avec EVOLEN - association professionnelle de lobbying des entreprises françaises de l'énergie. L'ambassade indique que cette mission visait notamment à développer des partenariats commerciaux, à transférer du savoir-faire et à créer de nouvelles collaborations. La mission a rencontré le ministre mozambicain des Ressources minières et de l'Énergie ainsi que les principales entreprises publiques du secteur[50]. Et la Chambre de commerce franco-mozambicaine précise que cette mission réunissait notamment TotalEnergies / Mozambique LNG, l'AFD, l'Ambassade de France et d'autres acteurs du secteur gazier[51]. L'objectif affiché était notamment de développer des partenariats commerciaux, de favoriser le transfert de savoir-faire et de renforcer les collaborations entre entreprises françaises et mozambicaines. Il ne s'agit pas d'un cas isolé, en mai 2024, EVOLEN avait déjà organisé une mission commerciale au Mozambique réunissant 14 entreprises françaises de l'industrie énergétique. L'Ambassadeur de France, Yann Pradeau, et le conseiller économique Philippe Autier figuraient parmi les interlocuteurs de la mission. Le programme comprenait notamment une rencontre avec TotalEnergies sur le projet Mozambique LNG[52].

5. Un récit environnemental de TotalEnergies : un possible greenwashing au Mozambique ?

TotalEnergies met en avant plusieurs dispositifs environnementaux associés au projet Mozambique LNG. L'entreprise présente notamment une solution hybride combinant solaire, éolien et batteries afin de réduire les émissions de CO_2 liées aux installations du projet. TotalEnergies affirme également avoir intégré différentes mesures destinées à limiter l'impact environnemental de ses activités et à réduire l'empreinte carbone du projet. Ces mesures doivent toutefois être replacées dans la nature et l'échelle du projet. En effet, Mozambique LNG reste avant tout un projet consacré à l'exploitation de ressources gazières et à leur transformation en GNL. La composante solaire, éolienne et de stockage constitue donc un dispositif destiné notamment à réduire les émissions associées au fonctionnement des infrastructures, et non une alternative au développement de la production gazière. Pourtant, le pays dispose d'un potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables. Le contraste entre ces deux dimensions permet d'interroger légitimement le récit environnemental construit autour de Mozambique LNG.

[50] Ambassade de France au Mozambique, Mission d'affaires française au Mozambique | 24–27 novembre 2025 ; post LinkedIn de l'Ambassade de France au Mozambique.
[51] Chambre du Commerce International (CCI), Mission d'affaires française (Evolen) au Mozambique | 24–27 novembre (P1)
[52] Evolen, post linkedin novembre 2025

Cette interrogation peut également être replacée dans le contexte plus large de la communication environnementale de TotalEnergies, qui peut être critiqué au regard du travail réalisé par Justiça Ambiental! / Les Amis de la Terre Mozambique et la Fair Finance Coalition Southern Africa dans le rapport *True Risk*, publié en juillet 2025[53]. Le rapport démontre que les études d'impact environnemental utilisées pour ces projets présentent des lacunes et des omissions importantes concernant notamment les écosystèmes marins et terrestres. Ils identifient différents risques liés au forage offshore, au dragage, aux déchets, aux émissions de gaz à effet de serre, aux fuites de gaz et aux nuisances sonores.

- Les connaissances scientifiques actuelles concernant les impacts de l'exploitation gazière en eaux profondes ne sont pas suffisamment développées pour permettre d'évaluer de manière fiable les conséquences des projets gaziers sur le bassin de Rovuma et la région environnante.
- Les connaissances concernant l'écologie et la biodiversité de la région du bassin de Rovuma restent actuellement insuffisantes. Il est donc impossible d'évaluer de manière fiable la manière dont celles-ci seraient affectées par l'exploitation gazière.
- L'ensemble des risques environnementaux et climatiques liés aux projets gaziers du bassin de Rovuma est beaucoup plus important que ce que laissent apparaître les évaluations réalisées dans le cadre des études d'impact environnemental officielles (EIE) des différents projets.

La question des émissions de gaz à effet de serre constitue une autre limite importante de ces évaluations. Selon le rapport *True Risk*, les émissions totales générées sur l'ensemble du cycle de vie des projets, notamment les émissions indirectes de scope 3 liées à la combustion du gaz exporté, ne sont ni calculées ni prises en compte[54]. Cette omission est particulièrement significative pour un projet dont la finalité est précisément l'exportation de gaz naturel liquéfié. Elle rejoint les préoccupations exprimées par la Rapporteuse spéciale des Nations unies, qui recommande que les études d'impact environnemental prennent pleinement en compte les contributions des projets au changement climatique, en intégrant les émissions des scopes 1, 2 et 3, ainsi que leurs conséquences prévisibles sur les droits humains[55].

Enfin, le projet Mozambique LNG a entraîné le déplacement de populations locales. Selon Les Amis de la Terre, plus de **550 familles ont dû quitter leur village** pour permettre la construction des infrastructures gazières[56]. Ces communautés dépendaient notamment de l'agriculture et de la pêche et certaines ont rencontré des difficultés d'accès aux terres agricoles et à la mer après leur

[53] Justiça Ambiental! / Les Amis de la Terre Mozambique et la Fair Finance Coalition Southern Africa, True Risk : The environmental risks of deep-sea gas exploitation in the Rovuma Basin of Cabo Delgado, Mozambique | Les Amis de la Terre, juillet 2025.

[54] Justiça Ambiental! / Les Amis de la Terre Mozambique et la Fair Finance Coalition Southern Africa, True Risk : The environmental risks of deep-sea gas exploitation in the Rovuma Basin of Cabo Delgado, Mozambique | Les Amis de la Terre, juillet 2025.

[55] Nations Unies, The imperative of defossilizing our economies : report of the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights in the Context of Climate Change, Elisa Morgera, 2025.

[56] Amis de la Terre, Mozambique : de l'eldorado gazier au chaos, 2020

réinstallation. Le processus de réinstallation et de compensation reste par ailleurs contesté. En 2024, Justiça Ambiental, partenaire des Amis de la Terre au Mozambique, avait reçu **plus de 1 300 plaintes concernant notamment l'expropriation et les indemnisations**[57]. Des communautés d'Afungi ont également organisé des mobilisations pour dénoncer leurs conditions de réinstallation et les compensations proposées.

6. La présence française au Mozambique : les ambiguïtés d'une diplomatie entre GNL et transition énergétique

La coopération française constitue un volet important de la relation franco-mozambicaine dans les domaines du climat et de l'environnement. Présente au Mozambique depuis 1981, l'Agence française de développement (AFD) indique accompagner le pays dans sa trajectoire bas-carbone ainsi que dans l'amélioration des services de base[58]. **Le portefeuille énergétique de l'AFD se concentre sur le développement des énergies renouvelables.** Avec le déploiement du programme pilote Proler (30 millions d'euros de fonds européens) qui soutient la mise en œuvre d'appels d'offres pour le développement, la construction et l'exploitation de quatre centrales solaires et éoliennes (160 MW on-grid) en partenariat avec le secteur privé ; réhabilitation du barrage de Cahora Bassa exploité par la HCB (98 millions d'euros, dont 23 millions de fonds européens) ; réduction des pertes non techniques sur le réseau Sud d'EDM, en partenariat avec l'Union européenne (12 millions d'euros) ; modernisation du centre de formation professionnelle d'EDM (6 millions d'euros). Ainsi, l'AFD travaille avec le ministère mozambicain de l'Énergie et plusieurs acteurs publics du secteur afin de soutenir le développement d'une production électrique davantage fondée sur les renouvelables et d'améliorer l'accès à l'électricité.

La coopération française comprend également un volet important consacré à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique. Dans son ensemble, l'AFD indique avoir **27 projets en exécution au Mozambique, pour 511 M€ engagés depuis 2015**[59].

La coopération environnementale constitue donc un axe réel et substantiel de la présence française au Mozambique. Elle coexiste toutefois avec une forte implication d'entreprises françaises dans le secteur énergétique, notamment dans le développement des ressources gazières. Cette coexistence entre soutien public à la transition bas-carbone et participation française au développement des énergies fossiles constitue ainsi une tension importante de la relation énergétique franco-mozambicaine.

[57] Amis de la terre, Courrier aux acteurs de la finance sur le projet LNG Mozambique, décembre 2024
[58] AFD, Mozambique Mozambique | AFD
[59] Mozambique | AFD

III. Papouasie-Nouvelle-Guinée : quand diplomatie climatique et développement gazier se déploient dans le même espace

La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) constitue un cas particulièrement éclairant pour analyser les différentes formes de la diplomatie fossile française. Depuis 2023, le renforcement de la relation bilatérale s'est traduit à la fois par un approfondissement de la coopération climatique et environnementale et par un soutien politique français en faveur de Papua LNG, l'un des projets gaziers ou est impliqué TotalEnergies[60]. Parallèlement, TotalEnergies poursuit le développement de son portefeuille d'exploration d'hydrocarbures dans le pays. L'entreprise a aussi plusieurs permis d'exploration pétrolière offshore[61], dont en particulier celui en eau profonde "Mailu-1", avec Petronas[62], l'exploration a démarré en juin[63]. L'étude de ce cas permet ainsi d'interroger la cohérence entre les engagements français en matière d'environnement et de développement et le soutien apporté, directement ou indirectement, aux intérêts fossiles de TotalEnergies.

1. La Papouasie-Nouvelle-Guinée face à l'urgence climatique et à l'expansion gazière

La PNG est l'un des pays au monde les plus riches en diversité écologique et culturelle avec plus de 850 langues autochtones et un plus grand nombre encore de clans, dont beaucoup habitent des régions isolées[64]. Ces communautés entretiennent des liens étroits avec leur environnement, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux chocs et aux risques en cascade liés au climat et à l'environnement. Le pays couvre la moitié orientale de l'île de Nouvelle-Guinée, les îles de Manus, Nouvelle-Irlande, Nouvelle-Bretagne et la Région autonome de Bougainville, ainsi qu'environ 600 petits atolls[65]. Les dérèglements climatiques et la montée des eaux ont déjà conduit à la relocalisation forcée de villages et d'îles entières (notamment les îles Carteret, où on été identifiés les premiers réfugiés climatiques), et pourraient rapidement mener à celle de dizaines de milliers

[60] Toutefois dès 2022 lors de la visite de la secrétaire d'état française au développement, le Prime Minister Marape faisait référence à TotalEnergie dans son discours, We have many big French companies like Total Energies in the country and that is also a good fitting reason for France to have a permanent office in Port Moresby," Prime Minister Marape meets French Minister Zacharopoulou | DICT | PNG ; un Accord entre la France et la Papouasie-Nouvelle-Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces signé le 31 octobre 2022.
[61] TotalEnergies and Petronas launch Papua New Guinea deepwater drilling
[62] Mailu-1 'a potential play opener' for offshore oil in Papua New Guinea - Business Advantage PNG
[63] TotalEnergies and Petronas embark on 'major' oil & gas search in Oceania - Offshore Energy ; Prime Minister Marape Commends TotalEnergies and Petronas for Major Offshore Exploration Investment
[64] OXFAM, Papouasie-Nouvelle Guinée, Papouasie-Nouvelle Guinée | Oxfam International
[65] World Bank, Overview : Papua New Guinea, Papua New Guinea | World Bank Group

de personnes[66]. De plus, la PNG est parmi les pays les plus exposés et les moins préparés aux impacts du réchauffement climatique[67].

La PNG dispose d'importantes ressources naturelles et minières, notamment des gisements de cuivre, d'or, de pétrole et de gaz naturel. Elle possède également une biodiversité exceptionnelle et une vaste couverture forestière. Ses forêts tropicales humides, les troisièmes plus importantes au monde après celles de l'Amazonie et du bassin du Congo, abriterait environ 5 % de la biodiversité mondiale[68]. Elles jouent un rôle essentiel dans les moyens de subsistance des communautés locales, en fournissant des ressources destinées à la consommation des ménages et à l'exportation.

Ainsi, **l'environnement de la PNG est directement menacé à la fois par les impacts de la crise climatique et par les efforts de l'industrie des énergies fossiles** visant à développer une importante industrie d'exportation de gaz. Un groupe de quatre compagnies multinationales du secteur pétrolier et gazier : ExxonMobil qui a récemment pris la direction des opérations[69], Santos, **TotalEnergies** et ENEOS, propose de développer le projet Papua LNG en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les provinces du Golfe et de Central. Le projet prévoit la mise en place de **onze puits, dont neuf puits de production** destinés à extraire le gaz du sous-sol, d'installations de traitement du GNL à Caution Bay, ainsi que d'un **gazoduc de 320 km** reliant ces infrastructures**, un puits d'injection d'eau et un puits de réinjection de CO2[70]**. Environ **95 % du gaz produit devrait être destiné à l'exportation internationale[71]**. Selon les estimations, le projet pourrait générer jusqu'à **220 millions de tonnes de CO_2 sur l'ensemble de sa durée de vie[72]**. Cela équivaut aux émissions produites en une seule année par l'ensemble du Bangladesh, un pays qui compte environ 170 millions d'habitants[73].

La PNG n'a pas besoin de gaz. En 2023, le CELCOR et Jubilee Australia ont publié conjointement un rapport qui identifiait deux enjeux essentiels auxquels la PNG est confrontée : la nécessité d'améliorer l'accès à l'énergie pour la grande majorité de la population et la réponse du pays au

[66] Over the past decade, rising sea levels have forced approximately 40,000 people to relocate from coastal areas, particularly around Pariva Beach, Disaster Displacement: Papua New Guinea Country Briefing ; Papua New Guinea Country Profile (March 2026) | OCHA ; Hawkes S., 2023, 'Building on What Works', Jubilee Australia Research Centre and Centre for Environmental Law and Community Rights (CELCOR), published January 2023
- Reporterre, Tribune de Thibault Pilvain, Face à la montée des eaux, « l'exil climatique est un drame existentiel , novembre 2024

[67] Papua New Guinea | ND-GAIN Index

[68] UNDP, Papua New Guinea, https://www.undp.org/papua-new-guinea/environment-and-biodiversity ; AFD, Projet SoNG : protéger la nature exceptionnelle de Papouasie-Nouvelle-Guinée avec ses habitants, On estime que le pays abrite 7 % de la biodiversité mondiale

[69] Reuters, TotalEnergies to lower stake in Papua LNG, hand operatorship to Exxon, 206, TotalEnergies to lower stake in Papua LNG, hand operatorship to Exxon | Reuters

[70] PapuaLNG, Project overview, https://papualng.com.pg/papua-lng/project

[71] Papua LNG, Project overview, https://papualng.com.pg/papua-lng/project

[72] Institute for Energy Economics and Financial Analysis, 2023 Papua LNG Project – Financiers taking the risk | IEEFA

[73] Morrison K., 2023, 'Papua LNG Project – Financiers taking the risk', Institute for Energy Economics and Financial Analysis https://ieefa.org/resources/papua-lng-project-financiers-taking-risk

changement climatique[74]. Les conclusions du rapport montrent que la PNG dispose déjà des éléments essentiels pour construire un avenir énergétique fondé sur les énergies renouvelables, à la fois accessible et respectueux du climat.

Le faible accès à l'électricité constitue un enjeu majeur de développement dans le pays : en 2023, seulement **20,5 % de la population nationale avait accès à l'électricité[75]**. Le gouvernement papouasien estime que le pays pourrait améliorer l'accès à l'énergie de sa population et parvenir à alimenter **jusqu'à 78 % de son réseau électrique grâce aux énergies renouvelables d'ici 2030**, pour un coût d'environ **400 millions de kinas** (soit environ **90,4 millions de dollars américains[76]**). Ce montant ne représente qu'une fraction du coût total de Papua LNG, estimé entre 14 et 15 milliards de dollars américains[77].

2. Un rapprochement diplomatique important depuis 2023

En juillet 2023 Emmanuel Macron s'est rendu en PNG, il s'agissait de la première visite d'un président français dans le pays depuis son indépendance. Ce déplacement s'inscrit dans la stratégie indopacifique française et intervient alors que Paris souhaite renforcer ses relations avec les États du Pacifique sur les enjeux climatiques, environnementaux et stratégiques. Le climat et la biodiversité occupent une place importante dans le déplacement. Emmanuel Macron affirme que la France souhaite contribuer à concilier lutte contre la pauvreté, lutte contre le changement climatique et protection de la biodiversité[78]. Ainsi, une dynamique de coopération a été engagée, notamment avec l'annonce de soutien pour la conservation des forêts en PNG via la mise en place d'une "plateforme-pays" (« country package »), lancée lors de la COP28 de Dubaï en 2023 et coparrainée par l'Union européenne. L'ouverture d'un bureau d'Expertise France en 2023 puis de l'Agence française de développement (AFD) en juin 2024 à Port Moresby[79]. Le programme Forest, Climate Change and Biodiversity mis en œuvre par Expertise France représente 33,5 millions d'euros et vise notamment à améliorer la gestion durable des forêts, la biodiversité et la résilience climatique.

Cette séquence diplomatique ne se limite toutefois pas à la coopération environnementale. Le même déplacement associe explicitement le développement de Papua LNG à la stratégie énergétique défendue par la France. Emmanuel Macron établit un lien entre le projet gazier de TotalEnergies et la transition énergétique régionale, notamment la sortie du charbon en Asie.

[74] Hawkes S., 2023, 'Building on What Works', Jubilee Australia Research Centre and Centre for Environmental Law and Community Rights (CELCOR), published January 2023
[75] World Bank Group, 2026, 'Access to electricity (% of population)', accessed online 11th August 2026
[76] Climate Change and Development Authority, 2021, Papua New Guinea NDC Implementation Roadmap Electricity Sector
[77] PNG govt Development Forum, proposal listed the project at US $15.6 billion on 10 July 2026. In 2026, typically company or analyst figures given are US$14-$15 billion.
[78] Élysée, Déplacement en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Publié le 28 juillet 2023
Déplacement en Papouasie-Nouvelle-Guinée. | Élysée
[79] France diplomatie, Papouasie-Nouvelle_Guinée, Papouasie-Nouvelle-Guinée - Politique et économie | France Diplomatie

Cependant, les recherches démontrent que le bilan climatique du gaz fossile est fortement dégradé par les émissions de méthane tout au long de sa chaîne de production et d'approvisionnement, le rendant aussi néfaste que le charbon. Le méthane est un gaz à effet de serre avec un potentiel de réchauffement sur une période de 20 ans plus de 80 fois supérieur au CO_2 tout au long de la chaîne de production[80]. Cette approche du Président, qui souvent vise à présenter le gaz comme une énergie de transition[81] vient bien souvent justifier le maintien des soutiens politiques et financiers à l'expansion gazière, au détriment de nos objectifs climatiques et du respect des droits humains.

Dans sa déclaration, le Président, précise également que la France travaille avec la PNG et TotalEnergies afin que le projet intègre des mesures visant à éviter une dégradation des réserves de biodiversité, notamment à travers des mesures de compensation telles que la reforestation et les programmes de mangroves[82]. Ainsi : **la légitimation environnementale de Papua LNG n'est pas seulement portée par TotalEnergies ; elle apparaît également dans le discours présidentiel français.**

L'engagement français en faveur de Papua LNG apparaît également dans les échanges directs entre les dirigeants français et papouasiens. En **juin 2025, lors d'une rencontre à Nice avec Emmanuel Macron, le Premier ministre James Marape** indique avoir discuté avec le président français des investissements français en Papouasie-Nouvelle-Guinée, notamment de la présence de TotalEnergies à travers Papua LNG. Selon le compte rendu officiel du gouvernement papouasien, Marape affirme qu'Emmanuel Macron s'est engagé à travailler avec la direction de TotalEnergies afin de s'assurer que le projet Papua LNG reste « on course », c'est-à-dire qu'il poursuive son développement conformément à son calendrier[83].

Lors de la visite officielle de **James Marape en France en mai 2026.** Le programme annoncé par le gouvernement papouasien associe explicitement plusieurs acteurs et plusieurs agendas : le Premier ministre doit rencontrer **MEDEF International** autour des investissements et des entreprises françaises, l'**Agence française de développement (AFD)** pour discuter notamment de coopération au développement et de financement climatique, et **TotalEnergies** pour aborder la

[80] Deborah Gordon et al 2023 Environ. Res. https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ace3db ; Paulina Jaramillo and all, Environmental Science & Technology 2007, Comparative Life-Cycle Air Emissions of Coal, Domestic Natural Gas, LNG, and SNG for Electricity Generation ; Robert W. Howarth and all, Methane and the greenhouse-gas footprint of natural gas from shale formations,

[81] France 24, citation d'Emmanuel Macron relayé sur X le 23 juin 2023, "Le gaz est une énergie de transition et on sait que la planète en aura encore besoin durant des décennies"

[82] Élysée, Déplacement en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Publié le 28 juillet 2023, D'abord, l'extraction de gaz ici prévue sera destinée à accompagner la sortie du charbon des pays asiatiques et donc la transition énergétique régionale, ce qui est cohérent avec notre stratégie. Mais tout le travail qui est fait par votre pays, l'entreprise et avec aussi notre accompagnement est justement de ne mener en aucun cas une dégradation des réserves de biodiversité du pays et de prendre des mesures de compensation par reforestation, programme de mangroves et plusieurs autres points que nous avons détaillés ensemble.
Déplacement en Papouasie-Nouvelle-Guinée. | Élysée

[83] Papua New Guinea Willing to Offer Special Economic Zone to French Businesses

coopération énergétique et les investissements en Papouasie-Nouvelle-Guinée, notamment Papua LNG[84].

3. L'ambassade comme acteur de la construction du double récit

Papua LNG est suffisamment intégré à la relation économique franco-papouasienne pour apparaître dans le récit institutionnel de la relation bilatérale aux côtés des coopérations françaises en matière de climat et de biodiversité. Le 14 juillet 2024, à l'occasion de la réception organisée par l'ambassade de France pour la fête nationale, l'ambassadeur Guillaume Lemoine revient sur les principales réalisations de son mandat et cite notamment les progrès réalisés autour de Papua LNG. Le projet gazier est ainsi présenté comme l'une des réalisations de la relation entre la France et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le compte rendu de l'événement souligne également la présence et la contribution d'entreprises françaises, dont TotalEnergies[85].

Cette mention est significative car elle intervient alors même que la coopération française en matière de climat et de biodiversité constitue un autre axe important de la relation bilatérale. Dans le récit de l'ambassade, le développement de Papua LNG peut ainsi être présenté aux côtés des initiatives françaises consacrées à la conservation des forêts, de la nature et du climat. Cela démontre que le développement de ce projet gazier est intégré au récit institutionnel des relations franco-papouasiennes et qu'il est présenté comme une réalisation de la coopération économique entre les deux pays.

Cette inscription de Papua LNG dans la relation bilatérale se retrouve après le changement d'ambassadeur. **Le 28 janvier 2025, le Premier ministre James Marape rencontre Pierre Fournier, nouvel ambassadeur de France en Papouasie-Nouvelle-Guinée.** Selon le compte rendu publié par le gouvernement papouasien, les discussions portent à la fois sur l'environnement, la conservation des forêts, le commerce et les investissements[86]. **Le même jour, James Marape reçoit une délégation de TotalEnergies consacrée à l'avancement de Papua LNG[87]**. Les discussions portent alors sur des aspects très concrets du développement du projet, notamment son calendrier, son financement, la commercialisation du GNL, les contrats et les autorisations nécessaires. Le gouvernement papouasie présente également cette rencontre sous l'angle du développement de la main-d'œuvre et des retombées économiques locales.

[84] Prime Minister Marape To Strengthen PNG-France Relations During Official State Visit
[85] Ambassador's term ends on Bastille Day | The National, juillet 2024
[86] Prime Minister Marape Meets French Ambassador H.E. Pierre Fournier to Strengthen PNG-France Relations, 30 janvier 2025
[87] "Prime Minister Marape Meets High-Level Delegation from TotalEnergies to Advance Papua LNG and Workforce Development Initiatives" — News, 3 février 2025

Historiquement, tous les ambassadeurs de France ont soutenu depuis longtemps Total en PNG : Pascal Maubert, ambassadeur de 2013-2017[88] ; Philippe Janvier-Kamiyama, ambassadeur de 2017-2020[89].

Ainsi, il est possible d'observer, la coexistence de deux agendas au sein d'une même relation bilatérale. D'une part, la France discute avec le gouvernement papouasien de conservation des forêts et d'environnement ; de l'autre, TotalEnergies échange avec ce même gouvernement sur les conditions permettant de faire progresser un nouveau projet gazier. D'ailleurs, six associations ont déposé une réclamation officielle[90] en décembre dernier auprès de l'association des Principes de l'Équateur concernant le projet Papua LNG opéré par TotalEnergies en Papouasie-Nouvelle-Guinée[91]. Celle-ci détaille leurs graves préoccupations concernant les impacts potentiels de ce projet gazier sur le climat, la biodiversité et les droits humains. Les ONGs considèrent que le projet ne respecte pas les Principes de l'Équateur, un ensemble de critères environnementaux et sociaux devant être pris en compte par les institutions financières signataires. Lancée en 2003, l'association des Principes de l'Équateur représente 130 institutions financières publiques et privées signataires, issues de 38 pays différents. La réclamation pointe du doigt les risques liés à l'extraction et à la production de gaz naturel liquéfié par le projet Papua LNG, opéré par TotalEnergies partenariat avec ENEOS, ExxonMobil et Santos. En effet, ce projet affectera au moins 12 700 personnes, principalement des populations autochtones vivant en zone rurale dans la province du Golfe de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (1). Par ailleurs, la zone du projet contient 100 espèces inconnues ou non décrites par la science et au moins 27 espèces terrestres menacées. Selon la réclamation, six des dix Principes de l'Équateur ne sont pas respectés par le projet, allant d'une absence de preuves vérifiables du Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP) des communautés à de graves risques pour la biodiversité.

4. TotalEnergies construit une présence sociale, culturelle autour de Papua LNG

Au-delà de ses activités directement liées au développement de Papua LNG, TotalEnergies développe une stratégie d'ancrage territorial notamment dans les relations que l'entreprise développe avec les communautés locales et les institutions de la province du Golfe. TotalEnergies participe ainsi depuis plusieurs années au Toare Mask Festival, événement consacré à la valorisation et à la préservation du patrimoine culturel local. En 2026 l'entreprise, dit que le soutien apporté à ce festival s'inscrit dans l'engagement plus large du projet Papua LNG à nouer des

[88] In brief: Design of floating LNG plan underway, and other business stories); In brief: Design of floating LNG plan underway, and other business stories (novembre 2017); https://www.thenational.com.pg/france-png-increase-bilateral-trade/ (novembre 2017à
[89] LNC, ENTRETIEN AVEC Philippe Janvier-Kamiyama, ambassadeur de France en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Projet Total : « Quand il sera lancé, il faudra avoir une équipe calédonienne bien constituée
[90] CIEL, Jubilee, Reclaim Finance, etc, Complaint to Equator Principles Limited regarding the Papua LNG project, décembre 2025
[91] Ibid

partenariats avec les communautés locales et à contribuer au développement durable dans la province du Golfe[92].

Cette logique d'ancrage est également revendiquée par TotalEnergies dans sa communication autour de Papua LNG. L'entreprise explique avoir engagé un dialogue avec les communautés locales dès les premières étapes du projet et présente les enjeux sociaux et sociétaux comme une composante importante de son développement. Toutefois, le droit des communautés à un **consentement libre, préalable et éclairé (FPIC – Free, Prior and Informed Consent)** est devenu une source de vives inquiétudes concernant le projet Papua LNG. Le 10 juillet 2026, l'Elk Antelope Gas Project Area Landowner Association Inc. (EAGPALA), qui représente les 11 clans de la zone du gisement gazier PRL15, a officiellement informé TotalEnergies (qui était alors l'opérateur) par courrier qu'elle retirait son consentement libre, préalable et éclairé (FPIC)[93].

Cette stratégie de mécénat culturel et scientifique s'illustre aussi en 2015-2016, la Fondation Total finance ainsi l'exposition « Sepik Arts de Papouasie-Nouvelle-Guinée » au musée du Quai Branly[94], alors même que le groupe développe ses intérêts gaziers dans le pays. En 2012, année de son installation en PNG, Total finance également, via sa fondation, l'expédition scientifique « La Planète revisitée », organisée notamment par le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) pour inventorier la biodiversité papouasienne. Ces initiatives interrogent quant au regard de la composition du panel d'experts présenté comme indépendant par Papua LNG. On y retrouve en effet Vojtech Novotny, qui a participé à l'expédition de 2012, Nicolas Garnier, qui a travaillé au musée du Quai Branly de 2016 à 2023, ainsi que Porter (Pete) Lowry, chercheur associé au MNHN et au Missouri Botanical Garden[95]. Ces connexions invitent à interroger les conditions de production de l'expertise environnementale dite indépendante et les liens entre mécénat industriel, connaissance scientifique de la biodiversité et légitimation d'un projet fossile.

[92] TVWAN (Télévision nationale PNG), TotalEnergies Continues Support For Toare Festival, août 2026

[93] Sunday Chronicle, juillet 2026. "The announcement was made during a media conference on Saturday, July 11, where leaders representing the 11 affected clans confirmed they had signed and served a formal notice withdrawing the FPIC process to TotalEnergies on Friday, July 10" (post Facebook)

[94] Le Louvre et les grands musées sont-ils sous l'influence de l'industrie pétrolière ? - Observatoire des multinationales (janvier 2017) ; "L'emprise Total", épisode 3 : Quand la major pétrolière et gazière influence les institutions culturelles (communiqué Greenpeace, 2021)

[95] Independent Advisory Panel | Papua LNG ; Remerciements aux mécènes - Nous soutenir | MNHN ; https://www.mnhn.fr/system/files/atoms/files/20120920_cp_expedition_papouasie_lpr_fr.pdf

IV. Namibie : quand sécurisation des ressources stratégiques, transition énergétique et expansion pétrolière se croisent

La Namibie constitue un cas particulièrement intéressant pour analyser les différentes dimensions de la diplomatie française des ressources. La relation franco-namibienne s'inscrit en effet dans un contexte de diversification des partenariats économiques et de sécurisation des approvisionnements stratégiques français. Le pays est devenue en 2024 le **troisième fournisseur d'uranium naturel de la France**, représentant **18 % des importations françaises en valeur**[96]. Dans le même temps, le pays est devenu l'une des nouvelles frontières de l'exploration pétrolière mondiale, notamment avec les découvertes de Vénus et Mopane, sur lesquelles TotalEnergies cherche désormais à renforcer sa position d'opérateur. Il s'agit de **deux grands gisements pétroliers offshore découverts au large de la Namibie**, dans le bassin de l'Orange. Ils pourraient faire de la Namibie un nouveau pays producteur de pétrole.

1. La Namibie face à une transformation de son modèle énergétique et extractif

La Namibie dispose d'importantes ressources naturelles et minières. Le secteur minier représente environ 10 % du PIB et plus de 60 % des exportations[97]. Les récentes découvertes pétrolières offshore pourraient toutefois modifier profondément cette structure économique. Dans une étude publiée en décembre 2024, l'Agence française de développement (AFD) estime que ces découvertes pourraient transformer l'économie namibienne et permettre au pays de devenir l'un des principaux producteurs africains de pétrole. L'AFD souligne cependant un risque important : le développement de cette nouvelle industrie pourrait **renforcer la vulnérabilité de la Namibie à la transition bas carbone en maintenant son économie dans un schéma extractif**[98]. Le FMI explique que les projets pétroliers pourraient générer des recettes importantes pendant plusieurs décennies, **mais que l'évolution de la transition énergétique mondiale pourrait faire diminuer la demande d'hydrocarbures et conduire à ce qu'une partie des ressources pétrolières découvertes deviennent des « stranded assets »**, c'est-à-dire des actifs échoués ou perdent une partie de leur valeur avant leur exploitation complète[99]. Le FMI souligne également le risque que l'exploitation de ces nouvelles ressources ne permette pas à elle seule de diversifier l'économie et appelle à des politiques permettant d'éviter une « malédiction des ressources »[100]. La malédiction des

[96] DG Trésor, Les échanges commerciaux entre la France et la Namibie en 2024 (juin 2025)
[97] World Bank, Creating markets in Namibia, 2025
[98] AFD, Namibie – Les découvertes pétrolières annoncent-elles une économie plus inclusive ? | AFD
[99] FMI, Département Afrique, High-Level Summary Technical Assistance Report in, juin 2024
[100] FMI, Département Afrique, Namibia: 2025 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Namibia in, juin 2025

ressources ou le "paradoxe de l'abondance" désigne les effets néfastes qui peuvent découler de la surabondance de ressources naturelles, notamment les ressources non renouvelables comme le pétrole et les minéraux. Bien que ces ressources puissent offrir des perspectives de prospérité, leur extraction peut également provoquer une instabilité économique, des conflits sociaux, ainsi que des dommages significatifs pour le climat et la biodiversité. Selon, Philippe Copinschi : il y a une corrélation négative claire entre la forte dépendance d'un pays à l'égard de ses ressources naturelles, notamment énergétiques - pétrole, gaz ou même uranium, pour le Niger, et son développement[101].

C'est dans ce contexte que TotalEnergies développe fortement sa présence dans le pays. En décembre 2025, le groupe a conclu avec Galp un accord lui permettant de devenir opérateur de **40 % de PEL83**, la licence qui abrite la découverte de **Mopane**[102]. La transaction a ensuite reçu l'approbation finale des autorités namibiennes en septembre 2026[103]. TotalEnergies est opérateur des deux principales découvertes pétrolières du pays, **Venus et Mopane**. Le groupe envisage deux développements successifs avec unité flottante de production, de stockage et de déchargement (Floating Production Storage and Offloading - FPSO) qui pourraient produire à elles deux environ 350 000 barils équivalent pétrole par jour. En février 2026, TotalEnergies a également annoncé son entrée comme opérateur de PEL104, avec une participation de 42,5 %, dans le bassin de Lüderitz[104]. L'entreprise présente cette expansion comme complémentaire de son objectif de progresser vers le développement de Venus et Mopane et affirme vouloir continuer à explorer les ressources du pays afin de créer de la valeur à long terme[105]. **L'entreprise ne se contente plus d'explorer le potentiel pétrolier namibien ; elle cherche à devenir un acteur structurant de cette nouvelle industrie.**

En février 2026, lors de sa présentation des résultats annuels, TotalEnergies qualifiait d'ailleurs la Namibie de nouvel espace stratégique pour le groupe et présentait Venus et Mopane comme faisant de l'entreprise un opérateur de référence dans le pays[106].

[101] Sénat, audition de M. Philippe Copinschi, docteur en relations internationales, spécialiste des questions énergétiques mondiales, 2024,
[102] Namibia: TotalEnergies Completes its entry as Operator into PEL83 license, holding the giant Mopane discovery
[103] Ibid
[104] Namibie : TotalEnergies élargit son portefeuille d'exploration en devenant opérateur de la licence PEL104
[105] Ibid
[106] TotalEnergies - 2025 Results & 2026 Objectives presentation - Transcript

La Namibie dispose d'une voie de développement énergétique fondée sur le solaire et l'éolien

Cette orientation vers les hydrocarbures intervient pourtant dans un pays particulièrement vulnérable aux changements environnementaux. La Namibie est l'un des pays les plus arides d'Afrique subsaharienne et fait face à des risques croissants liés aux sécheresses, à la raréfaction de l'eau, à la dégradation des terres, à la désertification et à la perte de biodiversité.

Pourtant, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la Namibie possède des ressources solaires et éoliennes de niveau mondial. Les systèmes photovoltaïques (PV) installés en Namibie peuvent produire deux fois plus d'électricité que des installations comparables en Europe centrale. Par ailleurs, les vitesses moyennes du vent dans les régions méridionales et côtières dépassent 7 m/s et les facteurs de charge peuvent atteindre 50 %. Soutenues par des politiques publiques solides visant à exploiter ces ressources, les énergies renouvelables pourraient jouer un rôle central dans la réalisation de la vision namibienne d'un développement durable et d'une croissance économique fondée sur la création de valeur locale et l'industrialisation. Ainsi, le développement des énergies renouvelables peut aider la Namibie à atteindre son objectif d'un accès universel à l'électricité d'ici 2040. Malgré les progrès importants réalisés au cours des deux dernières décennies, près de 45 % des Namibiens n'ont toujours pas accès à l'électricité. La majorité des personnes privées d'électricité vivent dans des zones rurales faiblement peuplées réparties sur l'ensemble du territoire. Les solutions renouvelables hors réseau constituent donc une option particulièrement intéressante pour améliorer l'accès à l'électricité

Finalement, le cas namibien met ainsi en évidence une tension au cœur de la présence française : la France accompagne simultanément la transition énergétique, la protection de la biodiversité et le développement des énergies renouvelables, tout en étant représentée par TotalEnergies dans l'expansion d'une nouvelle industrie pétrolière offshore. Il s'agit d'une coexistence de politiques énergétiques et économiques contradictoires.

2. L'ambassade de France comme acteur de l'accompagnement de l'industrie pétrolière

L'implication française apparaît au niveau de l'appareil diplomatique. En juin 2026, un événement consacré au projet Venus réunissait notamment Cécile Vigneau, ambassadrice de France en Namibie, Thibault Dornon, chef du Service économique régional de la Direction générale du Trésor, et Alexandre Depiesse, responsable du développement de TotalEnergies en Namibie. L'événement, organisé dans le cadre d'EVOLEN - association professionnelle de lobbying des entreprises françaises de l'énergie - était consacré aux perspectives du projet Venus[107]. Cette présence

[107] Evolen, post linkedin sur la mission en Namibie du 23 et 24 juin 2025,

simultanée de l'ambassade, du Trésor et de TotalEnergies est intéressante car elle montre que le projet pétrolier s'inscrit dans un environnement plus large de diplomatie économique française.

La coopération française contribue également directement à la formation de compétences destinées au secteur pétrolier. En 2026, TotalEnergies EP Namibia a lancé, en collaboration avec l'ambassade de France en Namibie, un programme de bourses permettant à des étudiants namibiens de suivre un master à l'IFP School en France, avec le soutien de PETROFUND. Le programme comprend notamment des formations en *Petroleum Engineering and Project Development* et prévoit un stage au sein de TotalEnergies EP Namibia[108]. L'ambassade a ensuite participé à la mise en valeur du départ des premiers étudiants bénéficiaires : quatre étudiants doivent suivre une formation d'ingénieur à l'IFP avec une bourse PETROFUND réalisée en partenariat avec TotalEnergies[109].

3. La présence française en Namibie : les ambiguïtés d'une diplomatie entre pétrole et transition énergétique

L'AFD, présente dans le pays depuis 1998, indique avoir financé **12 projets et engagé 192,5 millions d'euros au cours des cinq dernières années**, notamment en faveur notamment de la transition bas-carbone et de la biodiversité[110]. Dans le secteur énergétique, l'AFD finance depuis 2024 à hauteur de **100 millions d'euros** une centrale à biomasse de **40 MW à Otjikoto**, destinée à renforcer la production électrique nationale tout en valorisant les broussailles envahissantes et en contribuant à la restauration des savanes[111]. Le projet bénéficie également de **25 millions d'euros du Mitigation Action Facility et de 3 millions d'euros du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, soit 28 millions d'euros de subventions déléguées à l'AFD, notamment pour la restauration des écosystèmes et l'inclusion de communautés locales[112]. L'AFD soutient également la conservation de la biodiversité : elle finance avec la FAO un programme de **3,5 millions d'euros** consacré à la gestion durable de la faune sauvage et aux aires de conservation communautaires en Namibie et au Botswana[113]. Enfin, elle a accordé une **subvention de 450 000 euros** pour renforcer les capacités namibiennes en matière de gestion de l'eau et de lutte contre la sécheresse[114].

Ainsi, la France accompagne financièrement la décarbonation et la protection des écosystèmes tout en ayant, via TotalEnergies, une entreprise française qui cherche à développer d'importantes ressources pétrolières offshore.

---

[108] Ambassade de France en Namibie, annonce de recrutement, post Linkedin 1er trimestre 2026,
[109] Ambassade de France en Namibie, post linked septembre 2026, Congratulations to our future students! Following a pre-departure preparation session organized by Campus France, the eight Namibian students who are about to pursue their… | Embassy of France to Namibia | 19 commentaires
[110] Namibie | AFD - Agence Française de Développement
[111] https://www.afd.fr/fr/projets/centrale-electrique-biomasse-dotjikoto-nampower
[112] https://ouzbekistan.afd.fr/fr/pays-regions/namibie
[113] https://www.afd.fr/fr/actualites/communique-de-presse/nouveau-projet-pour-gestion-faune-sauvage-afrique?
[114] Namibie | AFD - Agence Française de Développement

4. TotalEnergies : une stratégie soi disant « multi-énergies » dans un pays particulièrement vulnérable aux changements climatiques

Le 30 janvier 2026, Patrick Pouyanné et la présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah se sont rencontrés à Windhoek avec Galp. TotalEnergies indique que la réunion portait notamment sur l'accord faisant de TotalEnergies l'opérateur de PEL83, qui contient les découvertes de Mopane. Le groupe parle aussi de son engagement à long terme en Namibie et de sa coopération avec les institutions gouvernementales[115]. Et met en avant les contributions attendues du partenariat en matière d'emploi, de développement des compétences et de développement de l'industrie locale, tout en soulignant l'importance de la poursuite du soutien réglementaire afin de permettre la mise en œuvre efficace des prochaines phases des projets.

L'entreprise affirme que sa présence en Namibie s'inscrit dans sa « stratégie multi-énergies » et indique chercher à y développer des projets bas carbone. Dans le même temps, son portefeuille namibien est de plus en plus structuré autour de deux importantes découvertes pétrolières : Venus et Mopan[116]. Pour le projet Venus, TotalEnergies envisage un développement comprenant jusqu'à 40 puits sous-marins, des équipements installés au fond de la mer et un FPSO, c'est-à-dire un navire qui produit, stocke et charge le pétrole. Le champ se trouve à environ 320 km au sud-ouest de Lüderitz, à environ 3 000 mètres de profondeur[117]. Le groupe indiquait viser une décision finale d'investissement en 2026 et un premier pétrole autour de 2030[118]. Pour Mopane, les ressources sont pour le moment estimées entre 800 et 1,1 milliard de barils équivalent pétrole et pourraient permettre une production supérieure à 200 000 barils équivalent pétrole par jour. TotalEnergies prévoit trois nouveaux puits d'exploration et d'évaluation sur 2026-2027 : un puits d'extension de Mopane puis deux puits d'évaluation. Le groupe envisage une éventuelle décision finale d'investissement autour de 2028 et estime que Mopane pourrait contribuer significativement à la production namibienne après 2030[119].

Mais le développement pétrolier offshore soulève des enjeux environnementaux notamment des risques liés aux opérations de forage, aux rejets et déblais de forage, aux infrastructures sous-marines, au trafic maritime et aux émissions de gaz à effet de serre. Ces activités sont susceptibles d'affecter les écosystèmes marins et les ressources halieutiques, dans une région où la pêche constitue une activité économique importante.

[115] TotalEnergies and Galp Reinforce their Long-Term Commitment to Namibia in High-Level Presidential Meeting
[116] Namibie : TotalEnergies élargit son portefeuille d'exploration en devenant opérateur de la licence PEL104
[117] ESIA for Proposed Development of the Offshore Venus Field in Block 2913B, off the Coast of Southern Namibia | SLR Consulting
[118] TotalEnergies : Transcript (totalenergies 2025 results 2026 objectives transcript 2026 en) | MarketScreener
[119] TotalEnergies - 2025 Results & 2026 Objectives presentation - Transcript p.8

IV. TotalEnergies et taxation : la protection de l'entreprise par l'appareil économique et diplomatique français

1. La France, contre la taxation des superprofits de l'industrie pétro-gazière ?

La relation entre l'État français et TotalEnergies ne se joue pas uniquement à l'étranger. Elle se reflète également dans les choix de politique économique et fiscale concernant le secteur des hydrocarbures. **Ainsi, comment la France se positionne-t-elle lorsque l'enjeu n'est plus d'accompagner TotalEnergies sur les marchés internationaux, mais de déterminer la contribution que l'entreprise pourrait apporter en période de crise énergétique** ?

La France, au niveau international, défend le principe de prélèvements destinés à faire contribuer davantage les secteurs polluants au financement du climat et du développement. Elle est co-présidente, avec la Barbade et le Kenya, de la **Global Solidarity Levies Task Force**[120], lancée lors de la COP28. Cette initiative préconise la possibilité de mettre en place des prélèvements sur les secteurs fortement polluants, dont les combustibles fossiles, afin de financer l'action climatique et le développement. Son mandat s'appuie explicitement sur le principe du « pollueur-payeur ».

Toujours au niveau international et ce depuis 2025, les États du monde entier négocient une Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale[121], qui pourrait d'ici 2027 permettre de **modifier les règles fiscales applicables aux multinationales, y compris celles du secteur pétrolier,** afin de lutter contre les transferts artificiels de bénéfices, de mieux prendre en compte les profits réalisés à l'étranger, et de taxer les multinationales sur la base de leur activité réelle où elles opèrent. Alors que cette Convention pourrait par ailleurs permettre la mise en place de mécanismes de taxation spécifique des profits du secteur pétrolier, alignés avec le principe du pollueur-payeur, la France aux côtés d'une majorité de pays de l'OCDE, freine ou bloque la réécriture de ces règles fiscales internationales, et **s'oppose à l'intégration du principe du pollueur-payeur dans le futur traité.**

Le contraste apparaît aussi au niveau européen. En **avril 2026, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie et le Portugal** ont demandé à la Commission européenne d'étudier une taxation des profits exceptionnels des compagnies pétrolières[122]. **En août, la Pologne les a rejoints**, portant à six le nombre d'États demandant un cadre européen commun[123]. Ces États souhaitent notamment examiner la possibilité de prendre en compte les profits réalisés à l'étranger par les multinationales pétrolières. **La France ne s'est pas associée à cette initiative.**

---

[120] Global Solidarity levies, https://solidaritylevies.org/

[121] Intergovernmental Negotiations for UN Framework Convention on International Tax Cooperation | Financing for Sustainable Development Office

[122] Ministère des finances du Portugal, courrier à la Commission européenne sur la taxation des superprofits, avril 2026

[123] Agence Europe, Six EU Member States call for a European mechanism to tax oil companies' windfall profits | AGENCE EUROPE, communiqué, août 2026

Le gouvernement français a néanmoins affirmé ne pas avoir « d'objection de principe » à une taxation des profits exceptionnels, tout en refusant à ce stade de rejoindre la démarche européenne. En avril, le Premier ministre Sébastien Lecornu a parallèlement défendu TotalEnergies en affirmant qu'il refusait le « Total bashing » et en présentant le groupe comme une entreprise française représentant « une part des intérêts stratégiques du pays »[124]. Le ministre de l'Économie Roland Lescure a déclaré ne pas avoir **« envie d'embêter Total »**, ni « envie de lui faire plaisir », affirmant privilégier avant tout la sécurité de l'approvisionnement[125]. Il a également estimé qu'une taxation européenne devait être pensée autour de la question du raffinage plutôt que de viser spécifiquement TotalEnergies. Le gouvernement affirme ne pas être opposé au principe d'une taxation des profits exceptionnels, mais la France ne s'est pas jointe à l'initiative des six États et ne pousse pas activement à sa mise en œuvre.

Le gouvernement a privilégié une autre réponse : le maintien du plafonnement des prix à la pompe mis en place par TotalEnergies. Par ailleurs, Patrick Pouyanné a indiqué qu'une surtaxe sur les activités de raffinage pourrait remettre en cause ce plafonnement. Le débat prend ainsi la forme d'un arbitrage entre **taxer davantage les profits records de l'entreprise, ou lui demander de redistribuer une partie minime de ces profits sous forme d'aide aux consommateurs**. En septembre 2026, le ministre des PME et du Commerce, Serge Papin, a déclaré à propos de TotalEnergies : **« Je n'ai pas envie de les embêter »**, tout en défendant le maintien du dispositif de plafonnement des prix mis en place par le groupe, à **2,25 euros le litre pour le gazole et 1,99 euro pour le sans-plomb**[126]. Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, estime que ce dispositif, en vigueur depuis plusieurs mois, a déjà représenté un coût de **250 à 300 millions d'euros** pour le groupe. Dans le même temps, TotalEnergies avait déjà enregistré à ce moment là **11,2 milliards de dollars de bénéfice au premier semestre 2026**[127], soit près du double du résultat enregistré sur la même période l'année précédente.

Pourtant, une enquête réalisée en 2026 par l'Institut Veblen et Verian montre qu'une large majorité de Français serait favorable à la taxation[128]. **Sept personnes sur dix soutiennent le principe d'une taxation des superprofits pétroliers.** Lorsque l'on précise que ces bénéfices peuvent être déclarés à l'étranger grâce à des mécanismes d'optimisation fiscale, le soutien monte à 73%. Plus frappant encore, **76% des personnes interrogées souhaitent que la France porte cette proposition à l'échelle européenne.**

2. Taxer TotalEnergies est-il réellement impossible ?

L'un des principaux arguments avancés contre une taxation supplémentaire de TotalEnergies repose sur la dimension internationale de ses bénéfices. TotalEnergies affirme que ses profits

[124] Le Monde, TotalEnergies : Sébastien Lecornu défend l'entreprise contre la gauche qui veut taxer les « superprofits », 29 avril 2026
[125] France 24, Taxer les producteurs de pétrole au niveau européen, "pas la meilleure solution", selon Roland Lescure
[126] Mercredi 23 septembre 2026 sur *BFM-RMC* le ministre des PME et du Commerce, Serge Papin
[127] Le Monde, TotalEnergies engrenage 11,2 milliards de dollars de bénéficie en six mois, sur le fond de la Guerre au Moyens Orient, juillet, 2026
[128] Institut Veblen, Taxer les superprofits pétroliers : une demande de justice, un levier pour la transition, mai 2026

pétroliers et gaziers sont réalisés et taxés principalement dans les pays où les hydrocarbures sont extraits et qu'une taxation supplémentaire dans les pays consommateurs conduirait à une double imposition. L'entreprise indique avoir payé environ **19 milliards de dollars d'impôts sur les bénéfices et de taxes à la production en 2025**, avec un taux d'imposition mondial moyen de 43 % depuis 2022[129].

Dans le système fiscal international actuel, les bénéfices sont en principe imposés selon des règles de territorialité et les conventions fiscales bilatérales cherchent à éviter qu'un même bénéfice soit imposé deux fois. Mais **le caractère international des bénéfices ne signifie pas qu'une taxation soit techniquement impossible**. Le débat porte précisément sur la manière de définir l'assiette fiscale et sur les règles de territorialité de l'impôt sur les sociétés. **L'Observatoire international de la fiscalité par exemple** souligne que les dispositifs fondés uniquement sur les bénéfices déclarés dans un pays peuvent être peu efficaces pour des multinationales dont l'activité est répartie entre de nombreux territoires, notamment en raison de la possibilité pour les multinationales de transférer des bénéfices via les prix de transfert. Et, ce déplacement des bénéfices vers des juridictions à faible fiscalité, est d'autant plus présent lorsque les profits exceptionnels augmentent. L'Observatoire estime qu'en période normale, environ 12 % des bénéfices des entreprises extractives sont déclarés dans des juridictions à faible fiscalité. Lors des périodes de forte hausse des prix des matières premières, cette proportion atteint environ 20 % des bénéfices exceptionnels. Pour chaque dollar supplémentaire de bénéfice exceptionnel (« windfall profit »), environ 80 centimes sont enregistrés dans les filiales extractives et 20 centimes dans des juridictions à faible fiscalité[130]. L'Observatoire international de la fiscalité propose par exemple de calculer une contribution à partir des bénéfices mondiaux puis de les répartir entre les pays selon des critères objectifs, comme la production ou les ventes.

L'expérience européenne montre également qu'un tel mécanisme est juridiquement et techniquement envisageable. En 2022, l'Union européenne avait instauré une contribution temporaire correspondant à un prélèvement minimal de **33 % sur les bénéfices excédentaires** des entreprises des secteurs pétrolier, gazier, charbonnier et du raffinage[131]. En France, le dispositif appliqué aux groupes pétroliers avait toutefois rapporté **69 millions d'euros**, contre 200 millions initialement anticipés, soit 40 fois moins que leur prévision initiale[132].

Cela montre que **la taxation des profits exceptionnels des groupes pétroliers a déjà été mise en œuvre au niveau européen et français**. La question n'est donc pas seulement de savoir si TotalEnergies peut être taxée, mais **quelle assiette fiscale permettrait de prendre en compte la structure internationale d'un groupe comme TotalEnergies, et de définir une base de profits taxables qui reflète davantage son activité réelle là où TotalEnergies opère**.

[129] TotalEnergies, Q&A pour tout savoir sur la fiscalité de TotalEnergies, 2026
Q&A pour tout savoir sur la fiscalité de TotalEnergies
[130] The Global Allocation of Extractive Windfalls - International Tax Observatory
[131] Regulation - 2022/1854 - EN - EUR-Lex
[132]Institut des Politiques Publiques, Laurent Bach, L'impot sur les superprofits en quête de recettes (1 sur 2), 2024.

Toutefois et contrairement à une idée répandue, la France n'a jamais instauré de taxe générale sur les superprofits. Elle a privilégié une approche fragmentée, mettant en œuvre un ensemble de mesures ponctuelles et sectorielles, reposant sur trois leviers.

1. D'abord, la transposition française de la contribution européenne sur les bénéfices excédentaires des entreprises fossiles (la contribution temporaire de solidarité, ou CTS) dans sa version la plus restrictive. Le mécanisme européen de taxation des profits exceptionnels des entreprises fossiles a été transposée, mais alors que ce dispositif visait théoriquement l'ensemble du secteur du pétrole, du gaz, du charbon et du raffinage, son application en France s'est traduite par un périmètre particulièrement étroit, concentré notamment sur les activités de raffinage présentes sur le territoire national. Or, taxer le profit comptable d'une filiale de raffinage ne permet pas nécessairement de capter toute la rente générée par un groupe pétrolier intégré.[133] Une approche plus ambitieuse aurait consisté à compléter cette transposition par une mesure nationale permettant de capter plus largement les bénéfices exceptionnels réalisés dans les différents maillons de la chaîne de valeur des hydrocarbures, notamment en aval du raffinage.
2. En parallèle, des mesures sectorielles ciblées ont été adoptées, comme la contribution temporaire sur la Rente Infra-Marginale de la production d'électricité (CRIM) qui s'applique spécifiquement aux producteurs d'électricité lorsque certains producteurs bénéficiaient de prix de marché exceptionnellement élevés par rapport à leurs coûts de production. Cette approche ne concernait toutefois qu'une partie limitée de la chaîne de valeur.
3. Enfin, le gouvernement a privilégié la pression politique informelle en sollicitant des « contributions volontaires » de certains groupes et entreprises, notamment sous la forme de ristournes sur les carburants.

3. Une question de ressources publiques et de principe pollueur-payeur

La taxation des superprofits est un mécanisme juste et essentiel. Elle répond à une injustice manifeste : quand des entreprises tirent des bénéfices extraordinaires de crises dont les ménages subissent les conséquences, elles doivent contribuer davantage. **Mais elle doit aller de pair avec des mécanismes de financement durables qui supposent une réécriture des règles fiscales, et une réforme structurelle d'un système fiscal international injuste et obsolète**. Pour financer la transition écologique, l'adaptation au changement climatique et la sortie des énergies fossiles, il faut aussi pouvoir taxer de manière durable les profits considérables réalisés hors période de crise, en particulier dans un secteur qui repose structurellement sur des rentes polluantes qui alimentent le dérèglement climatique, tandis que les coûts humains, sociaux, écologiques et budgétaires sont massivement supportés par la collectivité.

[133] Institut des Politiques Publiques, 2024, *L'impôt sur les superprofits en quête de recettes (2/2) : La taxation des rentes est-elle rentable ?*, L'impôt sur les superprofits en quête de recettes (2/2) : La taxation des rentes est-elle rentable ? - Institut des politiques publiques

C'est pourquoi **le Réseau Action Climat[134] soutient la mise en place de taxes permanentes et supplémentaires sur l'ensemble des profits réalisés par les entreprises pétrolières et gazières.**

Mais cette taxation ne sera pleinement efficace que si elle s'accompagne d'un changement ambitieux et structurel des règles fiscales internationales, qui permettent aujourd'hui aux multinationales, notamment via la manipulation de prix de transferts, de déplacer artificiellement leurs bénéfices vers des juridictions à fiscalité réduite, loin des lieux où elles réalisent leurs ventes, leurs activités et leurs profits, et réduisent drastiquement l'assiette taxable. Ce système prive les États de recettes essentielles pour financer les politiques publiques nécessaires face à l'urgence climatique.

C'est précisément l'un des enjeux cruciaux de la Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale, en négociations de 2025 à 2027 qui constitue une opportunité concrète de mettre en place des mécanismes fiscaux globaux alignés avec le principe du pollueur-payeur, notamment à travers l'instauration de surtaxes sur les profits des multinationales les plus polluantes.

Une analyse récente d'Eurodad et de la Global Alliance for Tax Justice montre qu'u**ne surtaxe de 20 % sur les profits des 100 plus grandes entreprises du secteur depuis l'Accord de Paris aurait permis de lever plus de 1 000 milliards de dollars[135]**. De son côté, Oxfam estime qu'une taxe permanente sur les profits des entreprises fossiles (de 20% à 50% selon leur niveau de rentabilité) pourrait générer près de 400 milliards de dollars par an, tandis qu'une taxe de 50 % sur les profits excessifs des grandes multinationales de tous les secteurs rapporterait 681 milliards de dollars supplémentaires[136]. Ces montants donnent la mesure du potentiel de financement pour une transition juste, à condition de faire contribuer durablement les entreprises les plus polluantes.

Cette Convention doit aussi répondre à une limite centrale du débat sur les superprofits : si les multinationales peuvent continuer à déplacer artificiellement leurs bénéfices vers des juridictions à fiscalité réduite, une partie de ces profits, exceptionnels ou non, restera hors de portée des États. L'enjeu est donc de réécrire les règles de répartition des droits d'imposition entre États, pour taxer les multinationales là où elles exercent réellement leurs activités, réalisent leurs ventes et créent de la valeur, afin de mettre fin aux stratégies d'évitement et d'optimisation fiscale qui limitent aujourd'hui la capacité des États à imposer effectivement les multinationales, en particulier du secteur fossile.

L'enjeu est donc double : **taxer les superprofits lorsque les crises produisent des rentes exceptionnelles, mais aussi construire une fiscalité durable sur l'ensemble des profits du secteur fossile.**

---

[134] Réseau Action Climat, Taxation des profits des industries fossiles : Un moyen équitable pour financer la transition écologique - Réseau Action Climat, août 2026.
[135] Global Alliance for tax justice, Make polluters pay: Proposal for a surtax on fossil fuel industries' profits
[136] Oxfam, How to increase taxes on fossil fuel profits - Oxfam Policy & Practice, décembre 2025.